

## COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2011 — 234

[2010/206592]

## Extrait de l'arrêt n° 161/2010 du 22 décembre 2010

Numéro du rôle : 4769

*En cause* : le recours en annulation de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, première phrase, du décret de la Communauté française du 27 février 2003 sur les services de médias audiovisuels, tel qu'il a été modifié par l'article 16 du décret du 5 février 2009, introduit par la SA « INADI » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents R. Henneuse et M. Bossuyt, des juges E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey et P. Nihoul, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, du président émérite M. Melchior, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président émérite M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 17 septembre 2009 et parvenue au greffe le 18 septembre 2009, un recours en annulation de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, première phrase, du décret de la Communauté française du 27 février 2003 sur les services de médias audiovisuels, tel qu'il a été modifié par l'article 16 du décret du 5 février 2009 (publiés au *Moniteur belge* du 17 avril 2003, deuxième édition, et du 18 mars 2009, deuxième édition) a été introduit par la SA « INADI », dont le siège social est établi à 1030 Bruxelles, avenue GeorGIN 2, la SA « Cobelfra », dont le siège social est établi à 1030 Bruxelles, avenue GeorGIN 2, et la SA « Nostalgie », dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, Quai au Foin 55.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1.1. Avant sa modification par le décret du 5 février 2009, l'article 12, § 1<sup>er</sup>, première phrase, du décret de la Communauté française du 27 février 2003 sur la radiodiffusion disposait :

« La communication publicitaire ne peut avoir pour objet ni les partis politiques, ni les organisations représentatives des employeurs ou des travailleurs ».

Cette disposition remplaçait l'article 27bis, § 1<sup>er</sup>, première phrase, du décret de la Communauté française du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, tel qu'il avait été inséré par l'article 30 du décret de la Communauté française du 19 juillet 1991 « modifiant la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision, le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) et le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel ».

La première phrase de cet article 27bis, § 1<sup>er</sup>, disposait :

« La publicité ne peut avoir pour objet ni les partis politiques, ni les organisations professionnelles ».

B.1.2. Le décret du 5 février 2009 « modifiant le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion et le décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française » modifie l'intitulé du décret du 27 février 2003. Ce dernier s'intitule désormais « décret sur les services de médias audiovisuels ».

L'article 16 du décret du 5 février 2009 précité remplace, à l'article 12 du décret du 27 février 2003, le mot « publicitaire » par le mot « commerciale ». Il ressort des travaux préparatoires du décret attaqué que « la notion de 'communication commerciale' est préférée à celle de 'communication publicitaire' car la définition de cette notion vise non seulement la publicité mais aussi le télé-achat, le parrainage, l'autopromotion, etc. » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2008-2009, n° 634/1, p. 8).

D'ailleurs, selon l'article 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, du décret du 27 février 2003, tel qu'il a été inséré par le décret du 5 février 2009, il y a lieu d'entendre par communication commerciale :

« toute forme de message inséré dans un service de médias audiovisuels qui est conçu pour promouvoir ou vendre, directement ou indirectement, les marchandises, les services ou l'image d'une personne physique ou morale qui exerce une activité économique. Ces messages sont insérés dans un service de médias audiovisuels moyennant paiement ou autre contrepartie, ou des fins d'autopromotion. La communication commerciale comprend notamment la communication commerciale interactive, la communication commerciale par écran partagé, la publicité, la publicité virtuelle, le parrainage, le télé-achat, l'autopromotion et le placement de produit ».

B.1.3. L'article 12, § 1<sup>er</sup>, première phrase, dispose désormais :

« La communication commerciale ne peut avoir pour objet ni les partis politiques, ni les organisations représentatives des employeurs ou des travailleurs ».

Il s'agit de la disposition attaquée.

B.1.4. Par un arrêté du 26 mars 2009, le Gouvernement de la Communauté française a procédé à la coordination du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, tel qu'il a été « modifié par les décrets des 22 décembre 2005, 2 juillet 2007, 19 juillet 2007, 7 décembre 2007, 29 février 2008, 5 juin 2008, 18 juillet 2008, 12 décembre 2008, 5 février 2009, par l'arrêt n° 163/2006 de la Cour d'arbitrage du 8 novembre 2006 et par l'arrêté du Gouvernement du 19 janvier 2007 ». Cet arrêté a été ratifié par un décret de la Communauté française du 30 avril 2009.

L'article 12, § 1<sup>er</sup>, première phrase, du décret de la Communauté française sur les services de médias audiovisuels, coordonné le 26 mars 2009, correspond à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, première phrase, du décret du 27 février 2003 précité.

*Quant à la recevabilité du recours*

B.2. Le Gouvernement de la Communauté française conteste l'intérêt à agir des parties requérantes qui, en tant qu'éditeurs de services radiophoniques, ne seraient pas les destinataires directs du décret, lequel viserait uniquement les partis politiques et les organisations représentatives des employeurs ou des travailleurs.

B.3. La disposition attaquée est susceptible d'influencer directement et défavorablement la situation des parties requérantes en les privant d'une activité publicitaire dont d'autres médias ne sont pas exclus par le décret attaqué.

L'exception est rejetée.

*Quant au fond*

B.4. Un premier moyen est pris de la violation de l'article 19 de la Constitution, combiné ou non avec l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que la disposition attaquée porterait une atteinte injustifiée à la liberté d'expression.

B.5. Pour satisfaire aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les moyens de la requête doivent faire connaître, parmi les règles dont la Cour garantit le respect, celles qui seraient violées ainsi que les dispositions qui violeraient ces règles et exposer en quoi ces règles auraient été transgressées par ces dispositions.

Contrairement à ce que soutient le Gouvernement de la Communauté française, la requête en annulation contient un exposé clair de la manière dont, selon les parties requérantes, la liberté d'expression, comprise dans sa dimension tant active que passive, est violée par la disposition attaquée.

B.6.1. L'article 12, § 1<sup>er</sup>, du décret du 27 février 2003 fait partie de la réglementation des programmes qui sont diffusés par tout service de médias audiovisuels édité par la RTBF et tout service de médias audiovisuels d'un éditeur de services relevant de la compétence de la Communauté française (article 8 du décret du 27 février 2003).

B.6.2 L'interdiction faite aux éditeurs de services audiovisuels de diffuser de la publicité pour les partis politiques a été justifiée comme suit dans les travaux préparatoires du décret du 19 juillet 1991 :

« Le § 1<sup>er</sup> interdit la publicité pour les partis politiques. La directive européenne ainsi que nos réglementations ne fixent pas d'interdiction spécifique en la matière. Cependant la loi du 6 février 1987 vise l'interdiction pour la publicité commerciale de présenter des tendances politiques, religieuses, syndicales, idéologiques ou philosophiques. Une publicité clairement identifiée politiquement n'est dès lors pas nécessairement couverte par ce libellé.

Afin d'éviter toute discrimination entre les tendances politiques et de favoriser l'accès du citoyen à une information politique équilibrée, il est dès lors proposé d'interdire la publicité pour les partis politiques, tout en considérant que l'organisation d'une information politique au moyen d'espaces concédés sous une forme équilibrée, à l'occasion des campagnes électorales, n'est pas concernée par cette interdiction » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 1990-1991, n° 196/1, p. 8).

B.7. Cette volonté d'assurer, d'une part, un traitement non discriminatoire entre les tendances politiques et, d'autre part, l'accès des citoyens à une information politique équilibrée constitue un objectif légitime qui permet de justifier une ingérence dans la liberté d'expression garantie par l'article 19 de la Constitution et par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH, 28 juin 2001, *VgT Verein gegen Tierfabriken c. Suisse*, § 62; CEDH, 11 décembre 2008, *TV Vest AS & Rogaland Pensjonistparti c. Norvège*, § 70). Il en va de même, *mutatis mutandis*, pour l'interdiction de diffuser de la publicité en faveur des organisations représentatives d'employeurs ou de travailleurs.

B.8. La Cour doit toutefois vérifier si la disposition attaquée est raisonnablement justifiée au regard de cet objectif.

A cet égard, le législateur dispose, en principe, d'une marge d'appréciation restreinte lorsqu'il entrave la liberté d'exprimer des opinions qui, comme celles des organisations d'employeurs ou de travailleurs, relèvent d'un débat touchant à l'intérêt général, même lorsqu'elles se matérialisent sous une forme publicitaire (voy., *mutatis mutandis*, CEDH, 28 juin 2001 précité, §§ 70-71). Un contrôle strict de proportionnalité doit également être appliqué lorsque le législateur entend limiter le recours par les partis politiques aux moyens publicitaires (CEDH, 11 décembre 2008 précité, § 64).

B.9.1. L'article 3, alinéa 3, du décret du 14 juillet 1997 « portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) » dispose :

« L'entreprise, en arrêtant son offre de programmes, veille à ce que la qualité et la diversité des émissions offertes permettent de rassembler des publics les plus larges possibles, d'être un facteur de cohésion sociale tout en répondant aux attentes des minorités socio-culturelles, et permettent de refléter les différents courants d'idées de la société, sans discrimination, notamment culturelle, raciale, sexuelle, idéologique, philosophique ou religieuse et sans ségrégation sociale. Ces émissions tendent à provoquer le débat et à clarifier les enjeux démocratiques de la société, à contribuer au renforcement des valeurs sociales, notamment par une éthique basée sur le respect de l'être humain et du citoyen, à favoriser l'intégration et l'accueil des populations d'origine étrangère vivant en Communauté française ».

L'article 68 du décret sur les services de médias audiovisuels, coordonné le 26 mars 2009, impose une même obligation aux télévisions locales.

B.9.2. En vertu de l'article 3, alinéa 7, du même décret, la RTBF conclut avec la Communauté française un contrat de gestion afin de déterminer les modalités d'exécution de sa mission de service public.

Le troisième « contrat de gestion de la Radio-Télévision belge de la Communauté française pour les années 2007 à 2011 incluses », conclu le 13 octobre 2006, contient plusieurs dispositions relatives à la diffusion des opinions des partis politiques et des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs.

L'article 7 dudit contrat dispose :

« 7.1. La RTBF s'engage de manière générale à ne pas produire, coproduire, acquérir, programmer et diffuser des programmes et des contenus audiovisuels :

a) qui seraient contraires aux lois ou à l'intérêt général, ce qui ne préjudicie en rien sa capacité de provoquer le débat dans ses programmes et contenus audiovisuels, et de clarifier les enjeux démocratiques de la société;

b) qui porteraient atteinte au respect de la dignité humaine, la RTBF se faisant fort de contribuer au renforcement des valeurs sociales et civiques;

c) qui contiendraient des incitations à la violence, à la haine, ou des formes de discrimination ou de ségrégation, fondées notamment sur le sexe, l'orientation sexuelle, la prétendue race, la couleur, la langue, l'origine ethnique, nationale ou sociale, les opinions politiques ou toutes autres opinions, la religion ou les conceptions philosophiques, le handicap, l'âge, la fortune, la naissance, la RTBF se faisant fort d'être un vecteur de cohésion sociale notamment à l'égard des minorités sociales et un vecteur d'accueil et d'intégration harmonieuse des diverses populations vivant en Communauté française;

d) qui tendraient à la négation, la minimisation, la justification, l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ou de toute autre forme de génocide;

e) qui favoriseraient un courant de pensée, de croyance ou d'opinion constituant une menace pour les libertés fondamentales garanties par la Constitution ou la Convention européenne des droits de l'homme ou visant à abuser de la crédulité du public;

f) qui seraient susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs ».

L'article 22 du même contrat dispose :

« 22.1. La RTBF programme et diffuse régulièrement, selon des périodicités décidées par son conseil d'administration, des programmes de radio et de télévision, et, dans la mesure du possible, offre à la demande des contenus audiovisuels, en vue de contribuer notamment à la formation, l'éducation, l'information des consommateurs, la sensibilisation à l'environnement et au cadre de vie, l'éducation à la santé et la vulgarisation scientifique, la compréhension de la vie sociale, politique et économique, l'information et l'engagement des jeunes, la parentalité, les questions éducatives, l'éducation aux médias et à la citoyenneté.

22.2. En matière d'éducation permanente, la RTBF veille à traiter de manière transversale, dans ses programmes et contenus audiovisuels, et notamment dans ses magazines et documentaires :

a) les questions relatives à la pédagogie des enjeux démocratiques en vue de la rendre accessible au plus grand nombre, et notamment les questions liées au renforcement du lien social, à la responsabilisation individuelle et collective, au rôle des relations familiales et intergénérationnelles, à l'intérêt de l'engagement citoyen et des jeunes en particulier en Communauté française

[...]

B.9.3. L'article 36, § 1<sup>er</sup>, du décret de la Communauté française sur les services de médias audiovisuels, coordonné le 26 mars 2009 dispose :

« L'éditeur de services dont le service de médias audiovisuels est distribué via une plateforme de distribution fermée doit :

[...]

3° s'il diffuse de l'information, établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information et s'engager à le respecter;

[...]

5° être indépendant de tout gouvernement, de tout parti politique ou organisation représentative des employeurs ou des travailleurs ».

L'article 67, § 1<sup>er</sup>, du même décret dispose :

« Pour être autorisée et pour conserver son autorisation, chaque télévision locale doit remplir les conditions suivantes :

[...]

8° être responsable de sa programmation et assurer la maîtrise éditoriale de l'information dans un esprit d'objectivité, sans censure préalable ou quelconque ingérence d'une autorité publique ou privée;

9° assurer dans le traitement de l'information un équilibre entre les diverses tendances idéologiques respectant les principes démocratiques, présentes dans la zone de couverture;

10° assurer, dans sa programmation, son indépendance par rapport aux gouvernements, aux autorités communales et provinciales, aux organismes publics et intercommunaux, aux distributeurs de services, aux partis politiques, aux organisations représentatives des employeurs ou de travailleurs et aux mouvements philosophiques ou religieux;

[...] ».

B.10. Sans qu'il soit nécessaire de statuer sur la question de savoir s'il est ou non raisonnablement justifié d'interdire aux partis politiques, aux candidats et aux tiers qui souhaitent faire de la publicité en faveur de partis politiques ou de candidats de diffuser des spots publicitaires commerciaux à la radio et à la télévision, il faut constater que l'interdiction en cause frappant la publicité pour les partis politiques a une portée absolue et permanente et qu'elle ne se limite pas à la campagne électorale. En raison de son caractère absolu et permanent, cette interdiction faite aux médias audiovisuels de diffuser de la publicité pour les partis politiques et les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs n'est pas raisonnablement justifiée. Elle peut en effet avoir pour conséquence d'empêcher certaines formations d'accéder à un moyen important pour elles de faire connaître leurs positions au public (voir CEDH, 11 décembre 2008, précité, § 73).

B.11. Le premier moyen est fondé.

B.12. Dans la mesure où le second moyen et le moyen soulevé d'office ne peuvent aboutir à une annulation plus étendue, il n'y a pas lieu de les examiner.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 12, § 1<sup>er</sup>, première phrase, du décret de la Communauté française du 27 février 2003 sur les services de médias audiovisuels, tel qu'il a été modifié par le décret du 5 février 2009.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 22 décembre 2010.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

## GRONDWETTELIJK HOF

N. 2011 — 234

[2010/206592]

### Uittreksel uit arrest nr. 161/2010 van 22 december 2010

Rolnummer 4769

*In zake* : het beroep tot vernietiging van artikel 12, § 1, eerste zin, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 betreffende de audiovisuele mediadiensten, zoals gewijzigd bij artikel 16 van het decreet van 5 februari 2009, ingesteld door de nv « INADI » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters R. Henneuse en M. Bossuyt, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey en P. Nihoul, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter M. Melchior, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van emeritus voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. Onderwerp van het beroep en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 17 september 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 18 september 2009, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 12, § 1, eerste zin, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 betreffende de audiovisuele mediadiensten, zoals gewijzigd bij artikel 16 van het decreet van 5 februari 2009 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 17 april 2003, tweede editie, en 18 maart 2009, tweede editie) door de nv « INADI », met maatschappelijke zetel te 1030 Brussel, Georganlaan 2, de nv « Cobelfra », met maatschappelijke zetel te 1030 Brussel, Georganlaan 2, en de nv « Nostalgie », met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Hooikaai 55.

(...)

## II. In rechte

(...)

B.1.1. Vóór de wijziging ervan, bij het decreet van 5 februari 2009, bepaalde artikel 12, § 1, eerste zin, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep :

« Reclamecommunicatie mag noch de politieke partijen noch de representatieve werkgevers- of werknemersorganisaties als doel hebben ».

Die bepaling verving artikel 27bis, § 1, eerste zin, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, zoals het was ingevoegd bij artikel 30 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1991 « tot wijziging van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie, van het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de ' Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) ' en van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector ».

De eerste zin van dat artikel 27bis, § 1, bepaalde :

« De reclame mag noch de politieke partijen, noch de beroepsorganisaties als voorwerp hebben ».

B.1.2. Het decreet van 5 februari 2009 « tot wijziging van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep en van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren » wijzigt het opschrift van het decreet van 27 februari 2003. Dat decreet heeft voortaan als opschrift het « decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten ».

Artikel 16 van het voormelde decreet van 5 februari 2009 vervangt, in artikel 12 van het decreet van 27 februari 2003, het woord « reclamecommunicatie » door het woord « commerciële communicatie ». Uit de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet blijkt dat « men het begrip ' commerciële communicatie ' verkiest boven het begrip ' reclamecommunicatie ' omdat dit begrip niet alleen reclame beoogt, maar eveneens telewinkelen, sponsoring, zelfpromotie, enz. » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2008-2009, nr. 634/1, p. 8).

Overigens moet volgens artikel 1, 7<sup>o</sup>, van het decreet van 27 februari 2003, zoals ingevoegd bij het decreet van 5 februari 2009, onder commerciële communicatie worden verstaan :

« elke boodschapsvorm opgenomen in een audiovisuele mediadienst, welke dient om rechtstreeks of onrechtstreeks de goederen, de diensten of het imago van een natuurlijke of rechtspersoon die een economische activiteit verricht, te promoten. Die boodschappen worden opgenomen in een audiovisuele mediadienst, tegen betaling of een soortgelijke vergoeding of ten behoeve van zelfpromotie. Vormen van commerciële communicatie zijn onder meer interactieve commerciële communicatie, commerciële communicatie door middel van een splitscreen, reclame, virtuele reclame, sponsoring, telewinkelen, zelfpromotie en productplaatsing ».

B.1.3. Artikel 12, § 1, eerste zin, bepaalt voortaan :

« Commerciële communicatie mag noch de politieke partijen noch de representatieve werkgevers- of werknemersorganisaties als doel hebben ».

Dit is de bestreden bepaling.

B.1.4. Bij een besluit van 26 maart 2009 is de Franse Gemeenschapsregering overgegaan tot de coördinatie van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, zoals het werd « gewijzigd bij de decreten van 22 december 2005, 2 juli 2007, 19 juli 2007, 7 december 2007, 29 februari 2008, 5 juni 2008, 18 juli 2008, 12 december 2008, 5 februari 2009, bij het arrest nr. 163/2006 van het Arbitragehof van 8 november 2006 en bij besluit van de Regering van 19 januari 2007 ». Dat besluit werd bekrachtigd bij een decreet van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009.

Artikel 12, § 1, eerste zin, van het decreet van de Franse Gemeenschap betreffende de audiovisuele mediadiensten, dat op 26 maart 2009 werd gecoördineerd, komt overeen met het voormelde artikel 12, § 1, eerste zin, van het voormelde decreet van 27 februari 2003.

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep*

B.2. De Franse Gemeenschapsregering betwist het belang om in rechte te treden van de verzoekende partijen die, als uitgevers van radio-omroepdiensten, niet de rechtstreekse adressaten zouden zijn van het decreet, dat uitsluitend de politieke partijen en de representatieve werkgevers- of werknemersorganisaties zou betreffen.

B.3. De bestreden bepaling kan de situatie van de verzoekende partijen rechtstreeks en ongunstig beïnvloeden door hun een reclameactiviteit te ontzeggen die andere media niet wordt ontzegd door het bestreden decreet.

De exceptie wordt verworpen.

*Ten gronde*

*Wat het eerste middel betreft*

B.4. Een eerste middel is afgeleid uit de schending van artikel 19 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 10 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, doordat de bestreden bepaling op onverantwoorde wijze de vrijheid van meningsuiting zou aantasten.

B.5. Om te voldoen aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, moeten de middelen van het verzoekschrift te kennen geven welke van de regels waarvan het Hof de naleving waarborgt, zouden zijn geschonden, alsook welke de bepalingen zijn die deze regels zouden schenden, en uiteenzetten in welk opzicht die regels door de bedoelde bepalingen zouden zijn geschonden.

In tegenstelling tot hetgeen de Franse Gemeenschapsregering beweert, bevat het verzoekschrift tot vernietiging een duidelijke uiteenzetting van de manier waarop, volgens de verzoekende partijen, de vrijheid van meningsuiting, begrepen zowel in haar actieve als passieve dimensie, door de bestreden bepaling wordt geschonden.

B.6.1. Artikel 12, § 1, van het decreet van 27 februari 2003 maakt deel uit van de regeling van de programma's die worden uitgezonden door elke audiovisuele mediadienst die door de RTBF wordt uitgegeven en elke audiovisuele mediadienst van een dienstenuitgever die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteert (artikel 8 van het decreet van 27 februari 2003).

B.6.2. Het verbod, voor de uitgevers van mediadiensten, om reclame voor politieke partijen uit te zenden, werd als volgt verantwoord in de parlementaire voorbereiding van het voormelde decreet van 19 juli 1991 :

« Paragraaf 1 verbiedt reclame voor politieke partijen. De Europese richtlijn en onze reglementering bevatten op dat vlak geen specifiek verbod. Niettemin beoogt de wet van 6 februari 1987 het verbod voor handelsreclame, om politieke, religieuze, syndicale, ideologische of filosofische strekkingen voor te stellen. Reclame die duidelijk van een politieke partij uitgaat, valt bijgevolg niet noodzakelijk onder die omschrijving.

Teneinde elke discriminatie tussen politieke strekkingen te vermijden en om de toegang van de burger tot evenwichtige politieke informatie te bevorderen, wordt dan ook voorgesteld om reclame voor politieke partijen te verbieden, maar overwegende dat het organiseren van politieke informatie door middel van zendtijd die op evenwichtige wijze wordt toegekend, naar aanleiding van de verkiezingscampagnes, niet onder dat verbod valt » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 1990-1991, nr. 196/1, p. 8).

B.7. Die wil om, enerzijds, een niet-discriminerende behandeling tussen de politieke strekkingen en, anderzijds, de toegang van de burger tot evenwichtige politieke informatie te waarborgen, vormt een legitieme doelstelling die een inneging kan verantwoordelijk in de vrijheid van meningsuiting die is gewaarborgd in artikel 19 van de Grondwet en in artikel 10 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens (EHRM, 28 juni 2001, *VgT Verein gegen Tierfabriken t. Zwitserland*, § 62; EHRM, 11 december 2008, *TV Vest AS & Rogaland Pensjonistparti t. Noorwegen*, § 70). Hetzelfde geldt, *mutatis mutandis*, voor het verbod om reclame uit te zenden voor de representatieve werkgevers- of werknemersorganisaties.

B.8. Het Hof moet niettemin nagaan of de bestreden bepaling redelijk verantwoord is ten opzichte van dat doel.

In dat opzicht beschikt de wetgever, in principe, over een beperkte beoordelingsmarge wanneer hij de vrijheid belemmert om meningen uit te drukken die, zoals die van de werkgevers- of werknemersorganisaties, behoren bij een debat dat betrekking heeft op het algemeen belang, zelfs wanneer zij in de vorm van reclame worden geuit (zie, *mutatis mutandis*, EHRM, 28 juni 2001, voormeld, §§ 70-71). Er dient eveneens een strikte evenredigheidstoetsing te worden toegepast wanneer de wetgever het gebruik van reclamemiddelen door politieke partijen wil beperken (EHRM, 11 december 2008, voormeld, § 64).

B.9.1. Artikel 3, derde lid, van het decreet van 14 juli 1997 « houdende het statuut van de ' Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) ' » bepaalt :

« Het bedrijf zorgt, bij het vaststellen van zijn programma-aanbod, ervoor dat de kwaliteit en de diversiteit van de aangeboden uitzendingen het bijeenbrengen van het ruimste publiek mogelijk maken, dat ze tot de maatschappelijke cohesie bijdragen, met inachtneming van de verwachtingen van socio-culturele minderheden, en dat de verschillende levensbeschouwelijke strekkingen van de maatschappij vertegenwoordigd worden, zonder discriminatie tussen mensen, inzonderheid wegens hun cultuur, ras, geslacht, ideologie, levensovertuiging of godsdienst, en zonder sociale segregatie. Deze uitzendingen strekken ertoe een debat te veroorzaken en de democratische inzet van de samenleving duidelijk te maken, bij te dragen tot het verstevigen van de maatschappelijke waarden, inzonderheid door een ethiek waaraan de eerbied voor de mens en de burger ten grondslag ligt, de integratie en de opvang van bevolkingsgroepen van vreemde afkomst die in de Franse Gemeenschap leven, te bevorderen ».

Bij artikel 68 van het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten wordt aan de lokale televisiezenders eenzelfde verplichting opgelegd.

B.9.2. Krachtens artikel 3, zevende lid, van hetzelfde decreet, sluit de RTBF met de Franse Gemeenschap een beheerscontract om de nadere regels voor de uitvoering van zijn opdracht van openbare dienst vast te stellen.

Het derde « beheerscontract van de ' Radio-Télévision belge de la Communauté française ' voor de jaren 2007 tot en met 2011 », dat op 13 oktober 2006 werd gesloten, bevat verschillende bepalingen betreffende de verspreiding van de meningen van de politieke partijen en van de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties.

Artikel 7 van het genoemde contract bepaalt :

« 7.1. De RTBF verbindt zich op algemene wijze ertoe geen programma's en audiovisuele inhouden te produceren, te coproduceren, te verwerven, te programmeren en uit te zenden :

a) die strijdig zouden zijn met de wetten of met het algemeen belang, wat geenszins afbreuk doet aan de mogelijkheid waarover zij beschikt om in zijn programma's en audiovisuele inhouden het initiatief te nemen tot een debat, en de democratische inzet van de samenleving duidelijk te maken;

b) die afbreuk zouden doen aan de inachtneming van de menselijke waardigheid, waarbij de RTBF zich in staat acht om bij te dragen tot het verstevigen van de maatschappelijke en burgerlijke waarden;

c) die een aanzet zouden bevatten tot geweld, haat of vormen van discriminatie of segregatie, meer bepaald op grond van geslacht, seksuele geaardheid, zogenaamd ras, huidskleur, taal, etnische of nationale afstamming, sociale afkomst, politieke overtuiging of enige andere overtuiging, geloof of levensbeschouwing, een handicap, leeftijd, vermogen, geboorte, waarbij de RTBF zich in staat acht om bij te dragen tot sociale samenhang, meer bepaald ten aanzien van de sociale minderheden, alsook tot de opvang en de harmonieuze integratie van de verschillende bevolkingsgroepen van de Franse Gemeenschap;

d) die ertoe zouden strekken de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of elke andere vorm van genocide, te ontkennen, te minimaliseren, te rechtvaardigen of goed te keuren;

e) die een levensbeschouwelijke strekking, geloof of denkbeeld zouden bevorderen die een bedreiging vormen voor de fundamentele vrijheden die gewaarborgd zijn bij de Grondwet of bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, of die ertoe strekken het publiek te misleiden;

f) die de lichamelijke, mentale of morele ontplooiing van minderjarigen zouden kunnen schaden ».

Artikel 22 van hetzelfde contract bepaalt :

« 22.1. De RTBF programmeert radio- en televisieprogramma's en zendt ze regelmatig uit, op terugkerende tijdstippen waarover zijn raad van bestuur beslist, en biedt, in de mate van het mogelijke en op verzoek, audiovisuele inhouden aan om meer bepaald bij te dragen tot opleiding, opvoeding, informatie van de consument, het sensibiliseren voor het leefmilieu en leefklimaat, gezondheidsopvoeding en het vulgariseren van wetenschappelijke kennis, het begrijpen van het maatschappelijke, politieke en economische leven, het informeren en aansporen van jongeren, ouderschap, opvoedkundige kwesties, mediaopvoeding en opvoeding tot burgerschap.

22.2. Op het gebied van permanente vorming ziet de RTBF erop toe dat hij, in zijn programma's en audiovisuele inhouden, en meer bepaald in zijn magazines en documentaires, op transversale wijze behandelt :

a) de kwesties die betrekking hebben op het overbrengen van de democratische inzet, om deze voor een zo groot mogelijk publiek toegankelijk te maken, en meer bepaald de kwesties die te maken hebben met het verstevigen van de sociale samenhang, individuele en collectieve responsabilisering, de rol van relaties binnen het gezin en tussen generaties, het belang van sociaal bewust engagement en van jongeren, in het bijzonder in de Franse Gemeenschap,

[...] ».

B.9.3. Artikel 36, § 1, van het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet van de Franse Gemeenschap « betreffende de audiovisuele mediadiensten » bepaalt :

« De dienstenuitgever waarvan de audiovisuele mediadienst verdeeld wordt via een platform voor gesloten verdeling, moet :

[...]

3° als hij informatie uitzendt, een huishoudelijk reglement opstellen betreffende de objectiviteit bij de verwerking van informatie en zich ertoe verbinden het na te leven;

[...]

5° onafhankelijk zijn van elke regering, elke politieke partij of representatieve werkgevers- of werknemersorganisatie ».

Artikel 67, § 1, van hetzelfde decreet bepaalt :

« Om de vergunning te verkrijgen en om zijn vergunning te behouden, moet elke lokale televisiezender voldoen aan de volgende voorwaarden :

[...]

8° verantwoordelijk zijn voor zijn programmatie en de editoriale lijn van de informatie leiden in een geest van objectiviteit, zonder voorafgaande censuur of enige inmenging van een publieke of private overheid;

9° bij de verwerking van de informatie, zorgen voor een evenwicht tussen de verschillende in het zendgebied voorkomende ideologische tendensen die de democratische beginselen in acht nemen;

10° in zijn programmatie, zorgen voor zijn onafhankelijkheid ten aanzien van de regeringen, de gemeentelijke en provinciale overheden, de publieke en intercommunale instellingen, de verdelers van radiodiensten, de politieke partijen, de werkgevers- of werknemersorganisaties en de filosofische of godsdienstige bewegingen;

[...] ».

B.10. Zonder dat het nodig is uitspraak te doen over de vraag of het al dan niet redelijk is verantwoord om de politieke partijen, de kandidaten en derden die reclame wensen te maken voor politieke partijen of kandidaten, te verbieden commerciële reclamespots uit te zenden op de radio en de televisie, dient te worden vastgesteld dat het in het geding zijnde verbod op reclame voor politieke partijen een absolute en permanente draagwijdte heeft en zich niet beperkt tot de verkiezingscampagne. Wegens het absolute en permanente karakter van het verbod, dat aan de audiovisuele media wordt opgelegd, om reclame uit te zenden voor politieke partijen en representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties is dit niet redelijk verantwoord. Het kan tot gevolg hebben dat aan bepaalde formaties de toegang wordt verhinderd tot een belangrijk middel waarover zij beschikken om hun standpunten aan het publiek bekend te maken (zie EHRM, 11 december 2008, voormeld, § 73).

B.11. Het eerste middel is gegrond.

B.12. In zoverre het tweede middel en het ambtshalve opgeworpen middel niet tot een ruimere vernietiging kunnen leiden, dienen zij niet te worden onderzocht.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt artikel 12, § 1, eerste zin, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 betreffende de audiovisuele mediadiensten, zoals het werd gewijzigd bij het decreet van 5 februari 2009.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 22 december 2010.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2011 — 234

[2010/206592]

### Auszug aus dem Urteil Nr. 161/2010 vom 22. Dezember 2010

Geschäftsverzeichnisnummer 4769

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 12 § 1 erster Satz des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 27. Februar 2003 über die audiovisuellen Mediendienste in der durch Artikel 16 des Dekrets vom 5. Februar 2009 abgeänderten Fassung, erhoben von der «INADI» AG und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden R. Henneuse und M. Bossuyt, den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey und P. Nihoul, und dem emeritierten Vorsitzenden M. Melchior gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des emeritierten Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 17. September 2009 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 18. September 2009 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 12 § 1 erster Satz des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 27. Februar 2003 über die audiovisuellen Mediendienste in der durch Artikel 16 des Dekrets vom 5. Februar 2009 abgeänderten Fassung (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 17. April 2003, zweite Ausgabe, und vom 18. März 2009, zweite Ausgabe): die «INADI» AG, mit Gesellschaftssitz in 1030 Brüssel, avenue Georgan 2, die «Cobelfra» AG, mit Gesellschaftssitz in 1030 Brüssel, avenue Georgan 2, und die «Nostalgie» AG, mit Gesellschaftssitz in 1000 Brüssel, Quai au Foin 55.

(...)

II. *In rechtlicher Beziehung*

(...)

B.1.1. Vor seiner Abänderung durch das Dekret vom 5. Februar 2009 bestimmte Artikel 12 § 1 erster Satz des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 27. Februar 2003 über den Rundfunk:

«Werbekommunikation darf sich weder auf politische Parteien noch auf repräsentative Arbeitgeber- oder Arbeitnehmerorganisationen beziehen».

Diese Bestimmung ersetzte Artikel 27bis § 1 erster Satz des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 17. Juli 1987 über die audiovisuellen Medien, eingefügt durch Artikel 30 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 19. Juli 1991 «zur Abänderung des Gesetzes vom 6. Februar 1987 über die Rundfunk- und Fernsehnetzwerke und über die Handelswerbung in Rundfunk und Fernsehen, des Dekrets vom 12. Dezember 1977 zur Festlegung des Statuts der 'Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)' und des Dekrets vom 17. Juli 1987 über die audiovisuellen Medien».

Der erste Satz dieses Artikels 27bis § 1 bestimmte:

«Werbung darf sich weder auf politische Parteien noch auf Berufsorganisationen beziehen».

B.1.2. Mit dem Dekret vom 5. Februar 2009 «zur Abänderung des Dekrets vom 27. Februar 2003 über den Rundfunk und des Dekrets vom 9. Januar 2003 über die Transparenz, die Autonomie und die Kontrolle der öffentlichen Einrichtungen, der Gesellschaften für Schulgebäude und der Gesellschaften für Vermögensverwaltung, die der Französischen Gemeinschaft unterstehen» wurde die Überschrift des Dekrets vom 27. Februar 2003 abgeändert. Sie lautet nunmehr wie folgt: «Dekret über die audiovisuellen Mediendienste».

Artikel 16 des vorerwähnten Dekrets vom 5. Februar 2009 ersetzt in Artikel 12 des Dekrets vom 27. Februar 2003 das Wort «Werbekommunikation» durch «kommerzielle Kommunikation». Aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret geht hervor, dass «der Begriff 'kommerzielle Kommunikation' demjenigen der 'Werbekommunikation' vorgezogen wird, weil die Definition dieses Begriffs nicht nur die Werbung, sondern auch Fernkauf, Sponsoring, Eigenwerbung, usw. umfasst» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2008-2009, Nr. 634/1, S. 8).

Im Übrigen ist gemäß Artikel 1 Nr. 7 des Dekrets vom 27. Februar 2003, eingefügt durch das Dekret vom 5. Februar 2009, unter kommerzieller Kommunikation zu verstehen:

«jede Form einer in einen audiovisuellen Mediendienst eingefügten Botschaft, die dazu dient, Waren, Dienstleistungen oder das Image einer natürlichen oder juristischen Person, die eine Wirtschaftstätigkeit ausübt, direkt oder indirekt zu fördern bzw. zu verkaufen. Diese Botschaften werden gegen Zahlung oder gegen eine andere Gegenleistung oder zur Eigenwerbung in einen audiovisuellen Mediendienst eingefügt. Die kommerzielle Kommunikation umfasst unter anderem die interaktive kommerzielle Kommunikation, die kommerzielle Kommunikation auf Splitscreen, Werbung, virtuelle Werbung, Sponsoring, Fernkauf, Eigenwerbung und Produktplatzierung».

B.1.3. Artikel 12 § 1 erster Satz bestimmt nunmehr:

«Kommerzielle Kommunikation darf sich weder auf politische Parteien noch auf repräsentative Arbeitgeber- oder Arbeitnehmerorganisationen beziehen».

Es handelt sich um die angefochtene Bestimmung.

B.1.4. Durch einen Erlass vom 26. März 2009 hat die Regierung der Französischen Gemeinschaft die Koordinierung des Dekrets vom 27. Februar 2003 über den Rundfunk «in der durch die Dekrete vom 22. Dezember 2005, 2. Juli 2007, 19. Juli 2007, 7. Dezember 2007, 29. Februar 2008, 5. Juni 2008, 18. Juli 2008, 12. Dezember 2008, 5. Februar 2009, durch das Urteil Nr. 163/2006 des Schiedshofes vom 8. November 2006 und durch den Erlass der Regierung vom 19. Januar 2007 abgeänderten Fassung» vorgenommen. Dieser Erlass ist durch ein Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 30. April 2009 bestätigt worden.

Artikel 12 § 1 erster Satz des am 26. März 2009 koordinierten Dekrets der Französischen Gemeinschaft über die audiovisuellen Mediendienste entspricht dem vorerwähnten Artikel 12 § 1 erster Satz des Dekrets vom 27. Februar 2003.

*In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage*

B.2. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft stellt das Interesse der klagenden Parteien an der Klageerhebung in Abrede, da sie als Herausgeber von Rundfunkdiensten nicht die direkten Adressaten des Dekrets seien, das sich nur auf politische Parteien und repräsentative Arbeitgeber- oder Arbeitnehmerorganisationen beziehe.

B.3. Die angefochtene Bestimmung kann die Lage der klagenden Parteien direkt und nachteilig beeinflussen, indem sie ihnen eine Werbetätigkeit entzieht, von der andere Medien nicht durch das angefochtene Dekret ausgeschlossen werden.

Die Einrede wird abgewiesen.

*Zur Hauptsache*

*In Bezug auf den ersten Klagegrund*

B.4. Ein erster Klagegrund wird aus einem Verstoß gegen Artikel 19 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention, abgeleitet, indem die angefochtene Bestimmung die Freiheit der Meinungsäußerung auf ungerechtfertigte Weise verletze.

B.5. Um den Erfordernissen nach Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof zu entsprechen, müssen die in der Klageschrift vorgebrachten Klagegründe angeben, welche Vorschriften, deren Einhaltung der Hof gewährleistet, verletzt wären und welche Bestimmungen gegen diese Vorschriften verstoßen würden, und darlegen, in welcher Hinsicht diese Vorschriften durch die fraglichen Bestimmungen verletzt würden.

Im Gegensatz zu dem, was die Regierung der Französischen Gemeinschaft anführt, enthält die Nichtigkeitsklageschrift eine deutliche Beschreibung der Weise, auf die nach Auffassung der klagenden Parteien die Freiheit der Meinungsäußerung, die in ihrer sowohl aktiven als auch passiven Dimension verstanden wird, durch die angefochtene Bestimmung verletzt werde.

B.6.1. Artikel 12 § 1 des Dekrets vom 27. Februar 2003 ist Teil der Regelung der Programme, die von jedem Dienst für audiovisuelle Medien, der von der RTBF herausgegeben wird, und jedem Dienst für audiovisuelle Medien eines Herausgebers von Dienstleistungen, der in die Zuständigkeit der Französischen Gemeinschaft fällt, verbreitet werden (Artikel 8 des Dekrets vom 27. Februar 2003).

B.6.2. Das Verbot für die Herausgeber von audiovisuellen Mediendiensten, Werbung für politische Parteien zu verbreiten, wurde während der Vorarbeiten zum Dekret vom 19. Juli 1991 wie folgt gerechtfertigt:

«Paragraph 1 verbietet Werbung für politische Parteien. In der europäischen Richtlinie sowie in unseren Regelwerken ist kein spezifisches Verbot auf diesem Gebiet enthalten. Das Gesetz vom 6. Februar 1987 bezweckt jedoch das Verbot, in kommerzieller Werbung politische, religiöse, gewerkschaftliche, ideologische oder philosophische Tendenzen darzustellen. Eine deutlich als politisch gekennzeichnete Werbung wird also nicht notwendigerweise durch diese Formulierung erfasst.

Um jegliche Diskriminierung zwischen politischen Tendenzen zu vermeiden und den Zugang der Bürger zu einer ausgewogenen politischen Information zu begünstigen, wird daher vorgeschlagen, Werbung für politische Parteien zu verbieten, dabei jedoch davon auszugehen, dass die Organisation einer politischen Information durch Sendezeit, die in ausgewogener Form anlässlich der Wahlkampagnen bereitgestellt wird, nicht von diesem Verbot betroffen ist» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 1990-1991, Nr. 196/1, S. 8).

B.7. Diese Absicht, einerseits eine nicht diskriminierende Behandlung der einzelnen politischen Tendenzen und andererseits den Zugang der Bürger zu einer ausgewogenen politischen Information zu gewährleisten, ist ein rechtmäßiges Ziel, das eine Einnischung in die Freiheit der Meinungsäußerung, die durch Artikel 19 der Verfassung

und durch Artikel 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet wird, rechtfertigen kann (EuGHMR, 28. Juni 2001, *VgT Verein gegen Tierfabriken gegen Schweiz*, § 62; EuGHMR, 11. Dezember 2008, *TV Vest AS & Rogaland Pensjonistparti gegen Norwegen*, § 70). Das Gleiche gilt *mutatis mutandis* für das Verbot, Werbung für repräsentative Arbeitgeber- oder Arbeitnehmerorganisationen zu verbreiten.

B.8. Der Hof muss jedoch prüfen, ob die angefochtene Bestimmung hinsichtlich dieser Zielsetzung vernünftig gerechtfertigt ist.

Diesbezüglich verfügt der Gesetzgeber grundsätzlich über einen begrenzten Ermessensspielraum, wenn er die Freiheit der Meinungsäußerung einschränkt, die, wie diejenigen der Arbeitgeber- oder Arbeitnehmerorganisationen, Bestandteil einer mit dem allgemeinen Interesse zusammenhängenden Debatte sind, selbst wenn sie die Ausdrucksform einer Werbung annehmen (siehe *mutatis mutandis* EuGHMR, 28. Juni 2001, vorerwähnt, §§ 70-71). Eine strikte Kontrolle der Verhältnismäßigkeit ist ebenfalls anzuwenden, wenn der Gesetzgeber beabsichtigt, die Inanspruchnahme von Werbemitteln durch politische Parteien zu begrenzen (EuGHMR, 11. Dezember 2008, vorerwähnt, § 64).

B.9.1. Artikel 3 Absatz 3 des Dekrets vom 14. Juli 1997 «zur Festlegung des Statuts der 'Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) '» bestimmt:

«Bei der Festlegung seines Programmangebots achtet das Unternehmen darauf, dass die Qualität und die Vielfalt der angebotenen Sendungen es ermöglichen, ein möglichst breites Publikum zu erreichen, ein Faktor des gesellschaftlichen Zusammenhalts zu sein und gleichzeitig die Erwartungen soziokultureller Minderheiten zu beachten, und die verschiedenen Denkrichtungen in der Gesellschaft widerzuspiegeln, ohne Diskriminierung, insbesondere in Bezug auf Kultur, Rasse, Geschlecht, Ideologie, Philosophie oder Religion, und ohne soziale Ausgrenzung. Diese Sendungen sollen Debatten auslösen und die demokratischen Herausforderungen klären, zur Stärkung der sozialen Werte beitragen, insbesondere durch eine auf Achtung vor dem Menschen und dem Bürger beruhende Ethik, sowie die Eingliederung und die Aufnahme von Bevölkerungsgruppen ausländischer Herkunft in der Französischen Gemeinschaft begünstigen».

Artikel 68 des am 26. März 2009 koordinierten Dekrets über die audiovisuellen Mediendienste erlegt den lokalen Fernsehsendern die gleiche Verpflichtung auf.

B.9.2. Aufgrund von Artikel 3 Absatz 7 desselben Dekrets schließt die RTBF mit der Französischen Gemeinschaft einen Geschäftsführungsvertrag, um die Modalitäten der Ausführung ihres Auftrags des öffentlichen Dienstes festzulegen.

Der dritte «Geschäftsführungsvertrag der 'Radio-Télévision belge de la Communauté française' für die Jahre 2007 bis 2011», der am 13. Oktober 2006 geschlossen wurde, enthält mehrere Bestimmungen über die Verbreitung der Meinungen der politischen Parteien und der repräsentativen Arbeitgeber- oder Arbeitnehmerorganisationen.

Artikel 7 des besagten Vertrags bestimmt:

«7.1. Die RTBF verpflichtet sich allgemein, keine Programme und audiovisuellen Inhalte zu produzieren, zu koproduzieren, zu erwerben, zu programmieren und zu senden:

a) die im Widerspruch zu den Gesetzen oder dem allgemeinen Interesse stehen würden, was keineswegs ihrer Fähigkeit Abbruch leistet, in ihren Programmen und audiovisuellen Inhalten Debatten auszulösen und die demokratischen Herausforderungen in der Gesellschaft zu klären;

b) die die Achtung vor der Menschenwürde beeinträchtigen würden, wobei die RTBF sich dafür einsetzt, zur Stärkung der gesellschaftlichen und bürgerlichen Werte beizutragen;

c) die verleiten würden zu Gewalt, Hass oder Formen von Diskriminierung oder Ausgrenzung, unter anderem auf der Grundlage des Geschlechts, der sexuellen Ausrichtung, der so genannten Rasse, der Hautfarbe, der Sprache, der ethnischen, nationalen oder sozialen Herkunft, der politischen oder gleich welcher anderen Meinung, der Religion oder der philosophischen Überzeugung, der Behinderung, des Alters, des Vermögens, der Geburt, wobei die RTBF sich dafür einsetzt, ein Träger des gesellschaftlichen Zusammenhalts, insbesondere für gesellschaftliche Minderheiten, und ein Träger der Aufnahme und der harmonischen Eingliederung der in der Französischen Gemeinschaft lebenden Bevölkerungsgruppen zu sein;

d) die Ausdruck der Negierung, Minimierung, Rechtfertigung, Befürwortung des Völkermords durch das deutsche nationalsozialistische Regime während des Zweiten Weltkriegs oder gleich welcher anderen Form des Völkermords wären;

e) die eine Strömung der Philosophie, des Glaubens oder der Meinung begünstigen würden, die eine Bedrohung für die durch die Verfassung oder die Europäische Menschenrechtskonvention garantierten Grundfreiheiten darstellen oder darauf ausgerichtet sind, die Öffentlichkeit irrezuführen;

f) die der körperlichen, geistigen oder moralischen Entfaltung der Minderjährigen schaden könnten».

Artikel 22 desselben Vertrags bestimmt:

«22.1. Die RTBF programmiert und sendet regelmäßig nach dem durch ihren Verwaltungsrat beschlossenen Zeitplan Hörfunk- und Fernsehprogramme und bietet nach Möglichkeit auf Anfrage audiovisuelle Inhalte, um insbesondere zur Ausbildung, Erziehung, Information der Verbraucher, zur Bewusstseinsbildung für die Umwelt und das Lebensumfeld, zur Gesundheitserziehung und Verbreitung populärwissenschaftlicher Inhalte, zum Verständnis des gesellschaftlichen, politischen und wirtschaftlichen Lebens, zur Information und zum Engagement der Jugendlichen, zur Elternschaft, zu Erziehungsfragen, zur Medienerziehung und zum Bürgersinn beizutragen.

22.2. Auf dem Gebiet der ständigen Weiterbildung achtet die RTBF darauf, in ihren Programmen und audiovisuellen Inhalten, insbesondere in ihren Magazinen und Dokumentarsendungen, folgendes übergreifend zu behandeln:

a) Fragen zur Pädagogik der demokratischen Herausforderungen, um sie einer möglichst großen Anzahl zugänglich zu machen, insbesondere Fragen im Zusammenhang mit der Stärkung des gesellschaftlichen Zusammenhalts, der individuellen und kollektiven Verantwortung, der Rolle der Beziehungen innerhalb der Familien und zwischen den Generationen, der Bedeutung des Engagements der Bürger und der Jugendlichen, vor allem in der Französischen Gemeinschaft

[...]».



B.9.3. Artikel 36 § 1 des am 26. März 2009 koordinierten Dekrets der Französischen Gemeinschaft «über die audiovisuellen Mediendienste» bestimmt:

«Der Herausgeber von Dienstleistungen, dessen Dienst für audiovisuelle Medien durch eine geschlossene Verteilungsplattform verbreitet wird, muss:

[...]

3. wenn er Informationen verbreitet, eine Geschäftsordnung über die Objektivität der Informationsverarbeitung festlegen und sich verpflichten, sie einzuhalten;

[...]

5. von jeder Regierung, jeder politischen Partei oder jeder repräsentativen Arbeitgeber- oder Arbeitnehmerorganisation unabhängig sein».

Artikel 67 § 1 desselben Dekrets bestimmt:

«Um zugelassen zu werden und seine Zulassung zu behalten, muss jeder lokale Fernsehsender folgende Bedingungen erfüllen:

[...]

8. für seine Programmgestaltung verantwortlich sein und die herausgeberische Ausrichtung der Information im Sinne der Objektivität leiten, ohne vorherige Zensur oder irgendeine Einmischung durch eine öffentliche oder private Behörde:

9. in der Informationsverarbeitung ein Gleichgewicht zwischen den verschiedenen, in seinem Sendegebiet bestehenden ideologischen Tendenzen gewährleisten unter Wahrung der demokratischen Grundsätze;

10. in der Programmgestaltung seine Unabhängigkeit von Regierungen, kommunalen und provinziellen Behörden, öffentlichen und interkommunalen Einrichtungen, Verteilern von Diensten, von politischen Parteien, von repräsentativen Arbeitgeber- oder Arbeitnehmerorganisationen und von philosophischen oder religiösen Bewegungen gewährleisten;[...].».

B.10. Ohne dass über die Frage geurteilt werden muss, ob es vernünftig gerechtfertigt ist oder nicht, es den politischen Parteien, den Kandidaten und Dritten, die Werbung für politische Parteien oder für Kandidaten machen möchten, zu verbieten, kommerzielle Werbespots im Hörfunk und im Fernsehen zu verbreiten, ist festzustellen, dass das fragliche Verbot der Werbung für politische Parteien eine absolute und ständige Tragweite hat und sich nicht auf Wahlkampagnen beschränkt. Wegen seiner absoluten und ständigen Beschaffenheit ist dieses Verbot für die audiovisuellen Medien, Werbung für politische Parteien und repräsentative Arbeitgeber- oder Arbeitnehmerorganisationen zu verbreiten, nicht vernünftig gerechtfertigt. Es kann nämlich zur Folge haben, gewissen Gruppen den Zugang zu einem für sie wichtigen Mittel, in der Öffentlichkeit ihre Standpunkte bekannt zu machen, zu verwehren (siehe EuGHMR, 11. Dezember 2008, vorerwähnt, § 73).

B.11. Der erste Klagegrund ist begründet.

B.12. Insofern der zweite Klagegrund und der von Amts wegen angeführte Klagegrund nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung führen können, brauchen sie nicht geprüft zu werden.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt Artikel 12 § 1 erster Satz des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 27. Februar 2003 über die audiovisuellen Mediendienste in der durch das Dekret vom 5. Februar 2009 abgeänderten Fassung für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 22. Dezember 2010.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,  
M. Melchior.

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

#### VLAAMSE OVERHEID

N. 2011 — 235

[C — 2011/35008]

**26 NOVEMBER 2010. — Besluit van de Vlaamse Regering houdende wijziging van de bijlage bij het besluit van de Vlaamse Regering van 22 juni 2007 tot vaststelling van de lijst van bachelor- en masteropleidingen en afstudeerrichtingen binnen een masteropleiding met een bijkomende titel**

De Vlaamse Regering,

Gelet op het decreet van 4 april 2003 betreffende de herstructurering van het hoger onderwijs in Vlaanderen, artikel 25, § 2 en § 3, gewijzigd bij de decreten van 19 maart 2004 en 16 juni 2006;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 22 juni 2007 tot vaststelling van de lijst van bachelor- en masteropleidingen en afstudeerrichtingen binnen een masteropleiding met een bijkomende titel;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 november 2010;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs, Jeugd, Gelijke kansen en Brussel;